



A photograph of a man and a woman standing back-to-back in a theater. The man is on the left, wearing a dark jacket and jeans. The woman is on the right, wearing a light-colored long-sleeved shirt and jeans. They are both looking towards a bright light source at the top center, which creates a strong silhouette effect. The background is a red curtain.

*Le lancement du collectif #MeToo au théâtre, cet automne, a fait l'effet d'une bombe. Comédiennes, autrices ou metteuses en scène victimes d'agressions sexuelles parlent enfin, le gouvernement lance un plan de lutte. Mais la radicalité du mouvement divise...*

# #METOOTHÉÂTRE DÉCHIRE LE RIDEAU

Par Emmanuelle Bouchez  
Photo Jean-François Robert  
pour Télérama

**L'**article paru dans *Libération* le 1<sup>er</sup> octobre dernier, révélant qu'une enquête préliminaire était ouverte pour agression sexuelle contre le metteur en scène Michel Didym, les a fait monter au créneau. « *Quand on a lu que "tout le monde savait" sans rien dénoncer, on a réagi contre cette omerta* » : comédiennes, autrices ou metteuses en scène, cinq femmes, toutes également victimes de violences sexistes et sexuelles, ont d'abord partagé la même indignation. Une fois leur collectif #MeTooThéâtre organisé, elles ont, le 7 octobre, lancé le hashtag assorti en publiant leurs propres témoignages. Marie Coquille-Chambel, youtubeuse du spectacle vivant qui sait manier les codes de la viralité numérique, a posté les deux premiers tweets. Dans le premier, elle appelle les personnes harcelées à témoigner. Et évoque dans le second le viol qu'elle aurait subi lors du premier confinement, perpétré par un acteur de la Comédie-Française dont elle ne donnait pas le nom, avec lequel elle entretenait une relation. En juin 2021, Nâzim Boudjenah a été condamné à six mois de prison avec sursis sans inscription au casier judiciaire pour menaces de mort et relaxé pour les violences aggravées. La plainte pour viol, elle, est toujours en cours d'instruction.

Surge brutalement sur la scène culturelle française cet automne, soit quatre ans après celui du cinéma, le mouvement #MeTooThéâtre a fait l'effet d'une bombe. Les premiers témoignages visant la Comédie-Française ont immédiatement entraîné cinq mille commentaires. La parole des femmes s'est libérée. Alors, que se passe-t-il vraiment derrière le rideau ? »

# La violence faite aux femmes est-elle systémique? «Oui! Sur fond de patriarcat, le milieu était aveugle.»

*Pauline Bureau, autrice, metteuse en scène*

Le théâtre – où il faut être «désiré» pour être distribué, mais où l'on est censé œuvrer à l'émancipation des citoyens – n'est-il qu'un terrain de chasse pour prédateurs sexuels?

Les plus jeunes générations, au fait des nouvelles luttes féministes centrées sur les violences sexistes, parlent de «culture du viol», quand d'autres, portées par le mouvement de libération sexuelle des années 1960-1970, sont plus mesurées. Jusqu'ici, à la Comédie-Française, où s'applique d'abord le droit du travail, aucune sanction disciplinaire ne peut être prise contre un pensionnaire avant l'aboutissement judiciaire. Dans une maison où se côtoient presque quatre générations, le débat est vif, semble-t-il, autour de cette révolution qui veut que «la peur change de camp». Comme dans tout le milieu théâtral.

Judith Henry, 53 ans, raconte pourtant avoir trouvé refuge au théâtre à la fin des années 1990, en ralentissant des tournages de cinéma, commencés très jeune, où elle s'était sentie «comme une proie». Alors qu'elle n'a rien dit au moment de #MeTooCinéma, la comédienne a choisi de parler aujourd'hui pour soutenir les lanceuses d'alerte du théâtre. Car il n'est pas si simple, selon elle, de témoigner sur de tels sujets. Comme du chantage sexuel, par exemple, imposé par certains hommes aux manettes: des «*si tu couches pas, t'as rien*», lancés par un metteur en scène à une interprète ou par un directeur de théâtre à une metteuse en scène en quête de financement. Les témoins sont unanimes: «*En parler provoque la honte et expose, parfois, à des représailles durables.*»

Autrice-metteuse en scène dont les premiers spectacles évoquaient, dès 2011, la cause des femmes, Pauline Bureau, 41 ans, sait pourquoi elle n'est plus comédienne. Peu avant de passer à l'écriture, elle avait joué le rôle d'une jeune fille piégée par deux proxénètes. Les seins souvent à l'air, seule face à une équipe entièrement masculine et à un metteur en scène bien plus âgé, elle se retrouvait souvent rouée de vrais coups. «*Je me suis battue sur l'échancrure de la culotte, ai refusé dans une scène de la retirer, signalé à l'acteur qu'il m'avait plusieurs fois démis l'épaule. Celui-ci en était désolé, mais ça recommençait: la violence n'était pas cadrée. Quand on est jeune, on ne sait rien. J'ai appelé, en larmes, une actrice expérimentée. Sur ses conseils, j'ai alerté l'équipe, personne ne m'a entendue.*» La violence faite aux femmes dans le milieu théâtral est-elle à ce point «système»? «*Oui! Sur fond de patriarcat, le*

*milieu était aveugle.*» La metteuse en scène Pauline Bayle, 35 ans, qui prendra en janvier la direction du centre dramatique national de Montreuil, pense de son côté que le changement est déjà à l'œuvre «*car le système pyramidal qui affirmait la domination du metteur en scène s'est affaibli grâce à l'arrivée des collectifs et des femmes*», mais il se fera en profondeur «*lorsque la justice elle-même sera réformée, et mettra fin au cycle de violences sexuelles et sexistes au sein de la société*». La pression (y compris homosexuelle) peut venir, d'ailleurs, de tous sur les plateaux: acteurs, techniciens, producteurs...

En attendant, la discussion tourne toujours autour des mêmes affaires: Guillaume Dujardin, metteur en scène et ancien professeur à l'université de Franche-Comté, condamné en appel pour harcèlement, agression et chantage sexuels à quatre ans de prison, dont deux ferme; Michel Didym, ex-directeur du centre dramatique national de Nancy soupçonné de viol, objet d'une enquête diligentée par le procureur; entaché par une accusation de viol classée sans suite, le metteur en scène Jean-Pierre Baro, qui a démissionné, en décembre 2019, de la direction du Théâtre des Quartiers d'Ivry sous la pression des activistes.

On ne connaît pas avec précision l'ampleur des agressions. Depuis juillet 2020, le ministère de la Culture a tout de même fait quatre signalements à la justice dans le secteur public (concernant Michel Didym, notamment)... Dans le théâtre privé, rien n'est encore sorti. À la cellule d'écoute psychologique et juridique ouverte en juin 2020 par la Fesac (Fédération des employeurs du spectacle vivant, de la musique, de l'audiovisuel et du cinéma), soutenue par l'État et opérée par la mutuelle Audiens, on reste prudent. En quinze mois, une centaine d'appels ont été reçus, concernant cinéma et théâtre à égalité, pour des faits anciens ou récents, qualifiables ou pas. Pas négligeable, selon la cellule, si l'on compare avec d'autres secteurs. Néanmoins, #MeTooThéâtre n'a pas provoqué de vague: «*Les plaignantes réfléchissent longuement avant d'appeler. On en verra les effets avec le temps.*» Le plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels lancé par Roselyne Bachelot, ministre de la Culture, en novembre, les confortera sans doute: référent et formation obligatoire dans toutes les structures subventionnées, théâtres ou compagnies. En 2022, le respect d'un tel dispositif sera la condition d'accès aux subventions publiques, comme c'est le cas désormais dans le cinéma. Pour les scènes de nudité ou à caractère sexuel, une médiation sera nécessaire dès le début des projets.

Y a-t-il un risque artistique à encadrer ainsi la création? Les trentenaires répondent qu'il n'y a «*aucun danger à se sentir en sécurité pour créer!*». Pourtant, beaucoup d'artistes s'affolent en off des «*oukazes moralistes*» postés sur Instagram. Coraly Zahonero, sociétaire de la Comédie-Française, vingt-sept ans de maison, assume son désarroi. Si elle admire ces éclaireuses «*qui, enfin, inversent le focus et parlent du consentement des femmes et non plus du désir des hommes*», elle se méfie aussi «*de la face obscure du mouvement*». Il faut prendre garde, selon elle, à ce que la parole des femmes ne »

» se transforme « *en censure* ». Quand la première de *Mère*, de Wajdi Mouawad, directeur du Théâtre national de la Colline, est menacée parce qu'il invite Bertrand Cantat (condamné pour les coups mortels portés à sa compagne Nadine Trintignant) à créer la bande-son de son nouveau spectacle, elle désapprouve : « *Quelles que soient nos opinions personnelles, la justice est passée. Le choix de Mouawad est cohérent avec son œuvre et celui-ci doit être respecté.* »

Ce jour-là, la Colline a évité de peu le blocage par une vingtaine d'activistes traitant le public de « *complice* » et réclamant le retrait du spectacle de son directeur comme de celui de Jean-Pierre Baro, programmé dans la saison. « *Depuis le début, on ne voulait pas se faire "rattraper" par l'affaire Cantat de peur que cet autre sujet n'éclipse tout le reste, se désolent l'autrice-metteuse en scène Julie Ménard, 37 ans, cofondatrice de #MeTooThéâtre. Nous n'avons pas appelé au boycott et nous n'y étions pas ce soir-là, mais un hashtag appartient à tout le monde. C'est incontrôlable : s'y exprime qui veut. On aurait peut-être dû choisir un autre nom... Car nous voulons à tout prix faire avancer la cause.* » Sauf que, le matin même, sur Twitter, Marie Coquille-Chambel avait d'avance fustigé les journalistes susceptibles de couvrir la première. Le soir même, elle était devant le théâtre. En son nom propre ?

Fondatrice de collectif théâtral devenue directrice du TGP de Saint-Denis, Julie Deliquet, 41 ans, craint avec tristesse une scission dans le milieu : « *La division se dessine à propos du "moment d'après", quand la justice ne peut pas passer, faute d'éléments suffisants, et que la rumeur continue en sous-main. Que fait-on alors ? De mon point de vue, il ne faut pas laisser retomber la pression, alors s'il ne s'agit pas d'interdire, les inquiétudes doivent pouvoir s'exprimer.* »

« *On est sur un bateau qui tangue* », confie à son tour la comédienne Valérie Dréville, 59 ans, qui a travaillé avec les plus grands du théâtre français. Elle ne voudrait pas que la colère exacerbée s'installe : « *Apporter de la nuance à cette lutte est nécessaire, sinon elle brisera la confiance entre les hommes et les femmes. Ce serait grave, surtout pour les jeunes, et d'autant plus paradoxal que le théâtre est, par définition, l'endroit où l'on dépasse les questions de genre. C'est sur scène que je me sens le moins "femme" tel que la société le définit. Car j'y convoque à la fois ma féminité, ma masculinité et mon "neutre"... pour approcher de ma simple humanité.* » •

Cellule d'écoute psychologique et juridique : 01 87 20 30 90.  
violences-sexuelles-culture@audiens.org

« *Il faut apporter de la nuance à cette lutte, sinon elle brisera la confiance entre les hommes et les femmes.* » Valérie Dréville, comédienne

# LES FEMMES ONT DU PAIN SUR LES PLANCHES

*Elles ne réalisent qu'un tiers des mises en scène. Leurs spectacles sont joués moins longtemps que ceux des hommes. Malgré d'encourageants progrès, une réelle volonté politique se fait attendre pour donner aux femmes toute leur place.*

Par Sophie Rahal

Lorsqu'un directeur de centre dramatique national (CDN) lui a récemment confié qu'il ne connaissait pas assez de créatrices pour bâtir une programmation paritaire, Claire (le prénom a été modifié) a manqué s'étouffer. « *On en était encore là, à considérer que les femmes talentueuses manquent à l'appel ?* » se souvient la jeune metteuse en scène, dont deux spectacles sont présentés cet automne. Et pourtant, sur beaucoup d'affiches, les femmes manquent encore. Après avoir détaillé les programmations de trois cent six de ses adhérents (scènes nationales, CDN, festivals), le Syndec, principal syndicat d'employeurs du spectacle vivant subventionné, relève qu'elles réalisent à peine 35 % des mises en scène. Fait inédit, le comptage évalue aussi le potentiel de spectateurs perdus. Car les spectacles qu'elles signent sont non seulement joués moins longtemps, mais dans de plus petites salles. Résultat : « *Les créatrices ne s'adressent qu'à 31 % du public potentiel, deux fois et demie moins que les hommes* », note le syndicat, dont le président Nicolas Dubourg dénonce un « *schéma systémique et péniblement caricatural* ».

Rien n'aurait donc changé depuis 2006 ? Cette année-là, Reine Prat, alors inspectrice au ministère de la Culture, publiait un rapport sur les inégalités entre femmes et hommes dans le subventionné, qui sert toujours de repère. « *Pour la première fois, on accédait à des statistiques sexuées issues du ministère, dont les résultats dépassaient ce qu'on imaginait* », se »

» souvent-elle. Aucune femme à la tête des cinq théâtres nationaux (Comédie-Française, Théâtre national de Strasbourg, théâtres de la Colline, de l'Odéon et de Chaillot) et trois directrices sur trente-huit CDN. La chercheuse pointait des projets mieux financés lorsqu'ils sont portés par des hommes. Des jurys ou conseils d'administration inégalitaires. Une habitude masculine de l'entre-soi à l'origine d'un système global d'empêchement et d'interdictions. Pas moins macho ni misogynne, le monde du théâtre apparaissait soumis aux mêmes fractures et inégalités que le reste de la société.

Quinze ans plus tard, un bout de chemin a indéniablement été parcouru. Associations et collectifs se sont formés pour lutter contre toute forme de discrimination. Les plateaux se sont féminisés, et les rôles de femmes, dans le théâtre contemporain, ont bougé. Du côté des directions, l'avancée est contrastée. Le casting est toujours 100 % masculin dans les théâtres nationaux, alors qu'entre 2010 et 2014, Muriel Mayette et Julie Brochen avaient dirigé, respectivement, la Comédie-Française et le Théâtre national de Strasbourg. Quant au Festival d'Avignon, il n'a toujours pas été dirigé par une femme seule... Les directions des scènes nationales, subventionnées aussi par les collectivités et dont les postes sont en CDI, restent masculines : 67 % d'hommes, contre 33 % de femmes <sup>1</sup>. Mais dans les CDN, la parité est presque atteinte après les nominations de Maëlle Poésy à Dijon et de Pauline Bayle à Montreuil : on recense seize directrices à la tête des CDN, pour dix-neuf directeurs et trois binômes. Des metteuses en scène émergentes n'hésitent plus, aujourd'hui, à postuler à leur direction, ce qui n'était pas le cas il y a dix ans. « Notre génération sait maintenant épauler les femmes artistes dans leur développement afin qu'elles puissent elles-mêmes devenir responsables de centres dramatiques, après y avoir été artistes associées », estime la metteuse en scène Chloé Dabert, la quarantaine, directrice de la Comédie de Reims. Les listes finales de candidats tentent le plus souvent de refléter la parité femmes-hommes.

Depuis bientôt dix ans, les pouvoirs publics ont pris la mesure de ces enjeux. « Le ministère s'est doté d'un Observatoire de l'égalité femmes-hommes, il réalise une veille statistique et produit chaque année depuis 2013 des analyses fines et plus qualitatives », souligne Reine Prat. *L'égalité entre femmes et hommes est passée de "priorité nationale" sous François Hollande à "grande cause nationale" pendant le quinquennat d'Emmanuel Macron. On s'approche lentement de la parité dans les jurys ou comités. Malheureusement, cela relève encore de l'affichage : il manque une vraie volonté politique de changer les choses.*

Ce que réfute la ministre Roselyne Bachelot qui, à l'occasion de la présentation récente d'un plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexiste et sexuel dans le spectacle vivant, a indiqué que les futurs subsides versés aux équipes artistiques tiendront compte de la parité. « Je prépare une politique volontariste pour début 2022 », a-t-elle annoncé.

D'autant que le constat de l'Observatoire est sans appel : le théâtre fait encore tristement exception à plusieurs égards, à commencer par la question de l'accès aux moyens de production. Les femmes ne représentent que 40 % des bénéficiaires de subventions, et seulement 28 % des montants alloués. Elles ne réalisent que « 38 % des représentations programmées, qu'elles interviennent en termes d'écriture, d'adaptation, de scénographie, de mise en scène, de chorégraphie ou de traduction ». Et dans les théâtres nationaux, la part des autrices a progressé mais reste faible : 26 % en 2018-2019, contre 5 % dix ans plus tôt.

Le Syndecac promet de renouveler chaque année son comptage national jusqu'à atteindre une « parité exemplaire », et enjoint ses adhérents à faire progresser les chiffres deux fois plus vite que les objectifs fixés par le ministère. « Il y a encore quelques années, j'estimais que l'art devait échapper aux quotas, mais les choses n'avancent pas naturellement, autant en passer ponctuellement par une injonction au changement », admet le metteur en scène Joris Mathieu, directeur du Théâtre Nouvelle Génération, à Lyon, et membre de l'Association des CDN.

L'idée, controversée, défendue notamment par le Mouvement HF (Hommes-Femmes) de conditionner l'attribution de subventions au respect de la parité dans les programmations, les postes à responsabilité ou les instances de décisions, a aussi fait du chemin. Tout le monde s'accorde au moins sur un point : rien ne fonctionnera sans un rééquilibrage des moyens de production permettant aux créatrices de s'épanouir sur scène dans les mêmes conditions que leurs pairs masculins. Afin qu'elles puissent réellement inventer de nouveaux textes, et de nouvelles manières de penser le monde ●

<sup>1</sup> Selon l'Observatoire de l'égalité entre les femmes et les hommes, ministère de la Culture, mars 2021.

## À LIRE

**Exploser le plafond. Précis de féminisme à l'usage du monde de la culture,** de Reine Prat, éd. Rue de l'échiquier, 112 p., 12 €.



*Le Mur invisible, d'après le roman de Marlen Haushofer, mis en scène par Chloé Dabert.*